

**CONSULTATION PUBLIQUE DU 21 DÉCEMBRE 2017 N 2017-19 RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE
L'ACCÈS REGULE DES TIERS AUX STOCKAGES SOUTERRAINS DE GAZ NATUREL EN France**

Contribution des AFL Paris

(associations familiales laïques de Paris)

Question 1 Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?

Les principes généraux, calqués sur le calcul des tarifs d'autres infrastructures, constituent à notre sens une bonne approche, dont il conviendra toutefois de vérifier la pertinence et l'adaptation dans un délai raisonnable, au maximum de deux ans (proposition de la question 3).

Question 2 Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?

Cette régularisation semble en effet utile. En revanche, il faudra veiller à ce que ce CRCP bénéficie effectivement aux clients finals sur lesquels repose *in fine* le coût du stockage.

Question 3 Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?

Oui, car cette durée devrait permettre de vérifier si les principes fixés sont adéquats.

Question 4 Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5 % du revenu autorisé prévisionnel ?

Pas d'avis sur cette question, nous faisons confiance pour cette première période aux études de la CRE, qui prévoit par ailleurs des contrôles a posteriori pour s'assurer de l'efficacité des charges engagées.

Question 5 Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?

Comme le constate la CRE, il est de l'intérêt des opérateurs de stockage de commercialiser l'intégralité de leur stockage, ce qui est en phase avec l'objectif poursuivi par le régulateur. Nous doutons dans ces conditions de la nécessité d'une régulation incitative sur la commercialisation, qui pèsera sur la facture du consommateur. Cette question pourra toutefois être réétudiée dans 1 ou 2 ans, lorsque l'on disposera d'un retour d'expérience suffisant.

Question 6 Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?

Les modalités de calcul de la BAR nous semblent tout à fait judicieuses, notamment parce qu'elles garantissent que les consommateurs finals ne paieront pas deux fois l'amortissement du gaz coussin, déjà constaté dans les résultats passés des opérateurs concernés.

Question 7 Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?

NON.

Pas de remarques sur les questions 8 à 11.

Question 12 Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?

Le maintien de l'assiette exonère les grands industriels transport et les grands clients distribution qui peuvent se déclarer interruptibles. L'article 2 de la loi hydrocarbures introduit la notion de « clients interruptibles de dernier recours ». Contrairement à ce qui se passe pour l'électricité, où les exonérations sont liées à un comportement précis : les grands industriels aident le réseau ou ne consomment pas à la pointe. Pour le gaz, ces clients doivent juste se déclarer « interruptibles ». Il est à craindre que s'il y a un plus grand nombre de professionnels qui se déclarent « interruptibles » et bénéficient de l'exonération, le coût supporté par les consommateurs finals augmente de manière sensible.

Question 13 Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?

La seconde méthode semble plus pertinente.

Pas de remarques de la question 14 à la question 30.

Question 31 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage ?

Oui.